LES RÈGLES GÉNÉRALES ET LES PRINCIPES DE LA PROCÉDURE APPLICABLE À TOUTES LES DEMANDES EN JUSTICE

# Section 1 : Les principes de la procédure applicable aux modes privés de prévention et de règlement des différends

Dans le but de rechercher une solution non judiciarisée, le C.p.c. présente dès ses premières dispositions les principes de la procédure applicable aux modes privés de prévention et de règlement des différends, notamment la négociation, la médiation et l’arbitrage.

Le C.p.c. prévoit deux types de justices :

1. La justice civile « privé » (Art. 1-7 C.p.c.)
2. La justice civile « publique » (Art. 8-16 C.p.c.)

(Art. 1, al.3 C.p.c.) : les parties doivent considérer les MPPRD avant d’aller devant les tribunaux.

# Section 2 : Les principes de la procédure applicable devant les tribunaux de l’ordre judiciaire

La justice est administrée par les tribunaux de l’ordre judiciaire. Certains exercent leur compétence sur l’ensemble du territoire et d’autres voient leur juridiction délimitée par une loi et leurs actes constitutifs.

## La mission des tribunaux et le caractère public de la procédure devant les tribunaux judiciaires (Arts. 8-16 C.p.c.)

## La mission des tribunaux (Arts. 9-10 C.p.c.) :

(Art. 1,al.1 C.p.c.) : MPPRD doit être choisi de ensemble

(Art. 2, 3, al.1, 4 C.p.c.) : les parties doivent respecter certaines obligations (s’impliquent volontairement, participent de bonne foi, en faisant preuve de transparence, démarches doivent être proportionnelles, respecter les règles de droit public, choisir le tiers ensemble et respecter l’obligation de confidentialité).

## Le caractère public de la procédure devant les tribunaux judiciaires (Arts. 11-16 C.p.c.)

(Art. 11 C.p.c.) : caractère public de l’audience civile.

Les arts. 12 et 13 C.p.c. viennent encadres les exceptions à la publicité des audiences.

* En matière civile, un motif important doit être montré pour que l’audience soit à huit clos.
* Comparativement à en matière familiale c’est la règle (Art. 15 C.p.c.)

L’art. 16 C.p.c. vient limiter et l’accès, la divulgation et la diffusion des dossiers en matière familiale (Art. C.p.c.)

(Art. C.p.c.)(Art. C.p.c.)(Art. C.p.c.)

**Vrai/Faux**

Toutes les personnes peuvent assister à une audience du tribunal de première instance en matière familiale.

Faux, cette audience se tient à huis clos (art. 15 C.p.c.). Seuls les avocats et les notaires, leurs stagiaires, et les journalistes ayant prouvé leur qualité y ont accès (art. 13 C.p.c.), à moins que le tribunal n’ordonne une audience publique dans l’intérêt de la justice.

## Les principes directeurs de la procédure (Arts. 17-24 C.p.c.)

Ils s’appliquent de manière générale à toutes les étapes du processus judiciaire.

La règle audi alteram partem est prévu à l’art. 17 C.p.c. : le droit d’être entendu est primordial puisque le C.p.c. attribue au tribunal des pouvoirs d’office et ceux-ci devront être exercés suivant la possibilité de la partie touchée d’être entendue ou dûment appelé.

L’art. 18 C.p.c. évoque le principe de la proportionnalité afin de rester efficace dans un dossier relativement au temps exigé et aux coûts. Ce principe s’applique tant aux parties, qu’au juge et aux tribunaux, soit à tous les intervenants judiciaires.

Les devoirs des parties à l’art. 19, al.1 C.p.c. précise qu’ils ont la gestion de l’instance sous réserve du devoir des tribunaux et notamment, la maitrise du dossier. L’al.2 prévoit l’obligation de bonne foi et de rester proportionnel aux enjeux.

Art. 20, al.1 C.p.c. prévoit l’obligation de coopération + d’information + préservation des éléments de preuve pertinents. L’al.2 précise l’obligation de s’informer en temps prévu dans le C.p.c. ou dans le protocole d’instance concernant les faits et les éléments de preuve qu’elles entendent produire.

Art. 21, al.1 C.p.c.: le droit de convoquer des témoins et l’al.2 mentionne le droit des témoins.

Art. 22, al.1 C.p.c.: le rôle de l’expert est celui d’éclairer le tribunal dans la prise de décision et prime les intérêts des parties.

Art. 23 C.p.c. : la partie agissant seule doit tout de même respecter les règles du C.p.c.

Art. 24, al.1 C.p.c. : le serment en prêtant un engagement solennel de dire la vérité ou d’exercer une fonction avec impartialité et compétence.

## Les règles d’interprétation et d’application du Code (Arts. 25-28 C.p.c.)

(Art. 25, al.1 C.p.c.) prévoit les objectifs, soit de favoriser le règlement des différends et des litiges, à faire apparaitre le droit et en assurer la sanction.

(Art. 25, al.2 C.p.c.) : la procédure doit servir l’intérêt de la justice et non l’inverse. Si un moyen de procédure n’est pas codifié, le juge peut l’accepter s’il est utile à l’objectif recherché.

(Art. 26, al.1 C.p.c.) : concerne les moyens technologiques et son utilisation au nom de l’accessibilité et du principe de la proportionnalité.

(Art. 27, al.1 C.p.c.): lorsque l’état d’urgence est déclaré ou qu’une situation rend impossible le respect des règles du C.p.c. ou d’un moyen de communication, le juge en chef du Qc et le ministre de la justice peuvent prévoir que le tout se déroule autrement.

(Art. 27, al.2 C.p.c.): l’effet de la décision est immédiat et elle est publiée à la Gazette Officielle du Québec

(Art. 28 C.p.c.) : Le ministère de la Justice a la possibilité par règlement de modifier une règle de procédure ou en adopter une nouvelle durant une période maximale de 3 ans et dans les districts choisis. Il devra cependant tenir compte des effets sur les droits des personnes + Doit avoir obtenu l’accord du juge en chef de la Cour désignée + Tenu compte de l’avis du Barreau et dans certaines circonstances, notamment de la Chambre des notaires et de la Chambre des huissiers.

# Section 3 : La compétence des tribunaux

La compétence d’attribution est le pouvoir appartenant à un tribunal d’entendre une demande en justice en raison de la nature de la demande, à l’exclusion des autres tribunaux. Pour sa part, la compétence territoriale détermine le lieu où sera déposée la demande introductive d’instance.

## La Cour d’appel du Québec (arts. 29-32 C.p.c.)

1. Jugement mettant fin à l’instance - Appel de plein droit (Art. 30 , al.1 C.p.c.)

les jugements de la Cour supérieure et de la Cour du Québec qui mettent fin à une instance, de même que les jugements et ordonnances qui portent sur l’intégrité, l’état ou la capacité de la personne, sur les droits particuliers de l’État ou sur un outrage au tribunal.

1. Appel sur permission (Art. 30, al.2 et 3 C.p.c.)

Toutefois, ne peuvent faire l’objet d’un appel que sur permission :

1° les jugements où la valeur de l’objet du litige en appel est inférieure à 60 000 $;

2° les jugements rendus suivant la procédure non contentieuse qui ne font pas l’objet d’un appel de plein droit;

3° les jugements qui rejettent une demande en justice en raison de son caractère abusif;

4° les jugements qui rejettent une demande d’intervention volontaire ou forcée d’un tiers;

5° les jugements de la Cour supérieure rendus sur un pourvoi en contrôle judiciaire portant sur l’évocation d’une affaire pendante devant une juridiction ou la révision d’une décision prise par une personne ou un organisme ou d’un jugement rendu par une juridiction assujetti à ce pouvoir de contrôle ou sur un pourvoi enjoignant à une personne d’accomplir un acte;

6° les jugements rendus sur les frais de justice octroyés pour sanctionner des manquements importants;

7° les jugements qui confirment ou annulent une saisie avant jugement;

8° les jugements rendus en matière d’exécution.

La permission d’appeler est accordée par un juge de la Cour d’appel lorsque celui-ci considère que la question en jeu en est une qui doit être soumise à la cour, notamment parce qu’il s’agit d’une question de principe, d’une question nouvelle ou d’une question de droit faisant l’objet d’une jurisprudence contradictoire.

S’il y a lieu de déterminer la valeur de l’objet du litige en appel, il est tenu compte des intérêts courus à la date du jugement de première instance de même que de l’indemnité additionnelle visée à l’article 1619 du Code civil. Les frais de justice ne sont pas pris en considération. Si l’appel porte sur le droit à des dommages-intérêts additionnels en réparation d’un préjudice corporel, il n’est tenu compte que de la valeur de ces dommages-intérêts.

1. Jugement en cours d’instance (Art. 31 C.p.c.)

Le jugement de la Cour supérieure ou de la Cour du Québec rendu en cours d’instance, y compris pendant l’instruction, peut faire l’objet d’un appel de plein droit s’il rejette une objection à la preuve fondée sur le devoir de discrétion du fonctionnaire de l’État, sur le respect du secret professionnel ou sur la protection de la confidentialité d’une source journalistique.

Il peut également faire l’objet d’un appel sur permission d’un juge de la Cour d’appel, si ce dernier estime que ce jugement décide en partie du litige ou cause un préjudice irrémédiable à une partie, y compris s’il accueille une objection à la preuve.

Le jugement doit être porté en appel sans délai. L’appel ne suspend pas l’instance à moins qu’un juge d’appel ne l’ordonne; cependant, si le jugement est rendu en cours d’instruction, l’appel ne suspend pas celle-ci; le jugement au fond ne peut toutefois être rendu ou, le cas échéant, la preuve concernée entendue avant la décision de la cour.

Tout autre jugement rendu en cours d’instruction, à l’exception de celui qui accueille une objection à la preuve, ne peut être mis en question que sur l’appel du jugement au fond.

1. Appel sur les mesures de gestion (Art. 32 C.p.c.)

Ne peuvent faire l’objet d’un appel les mesures de gestion relatives au déroulement de l’instance et les décisions sur les incidents concernant la reprise d’instance, la jonction ou la disjonction des instances, la suspension de l’instruction ou la scission d’une instance ou encore la constitution préalable de la preuve. Toutefois, si la mesure ou la décision paraît déraisonnable au regard des principes directeurs de la procédure, un juge de la Cour d’appel peut accorder la permission d’en appeler.

## Le droit international privé (Arts. 3134-3154 C.p.c.)

Il y a les règles générales et ensuite les 3 catégories prévoyant des règles particulières.

Si l’individu répond oui à l’une ou d’autre des questions suivantes, il pourra intenter un recours au Québec.



## La Cour supérieure (Arts. 33 et 34 C.p.c.)

Le Cour supérieure a la compétence exclusive :

* Demande où la valeur de l’objet du litige est égale ou supérieure à 85 000$ (redevenu 70 000$) ou indéterminée
* Demande dont la valeur devient égale ou supérieure à ce montant en raison d’une demande reconventionnelle ou d’une modification à la demande (principale ou reconventionnelle)
* Action collective peu importe le montant réclamé
* Demande d’injonction
* Matière familiale sauf l’adoption
* Pouvoir de surveillance et de contrôle dévolu par la Common Law

**Vrai/Faux**

La façon dont la compétence de la Cour supérieure est établie est la suivante : si une disposition d’une loi n’a pas formellement et exclusivement attribué une matière à une autre juridiction, la Cour supérieure peut s’en saisir.

Vrai, Ll Cour supérieure est le tribunal de droit commun (Art. 33, al.1 C.p.c.).

## La Cour du Québec, chambre civile et les tribunaux fédéraux (Arts. 35-39 C.p.c.)

Cour du Québec a compétence exclusive lorsque (Art. 35, al.1 C.p.c.) :

* La compétence de la Cour du Québec à 85 000$ selon l’art. 35, al.1 C.p.c. a été déclarée inconstitutionnelle. En date du 30 juin 2021, la Cour suprême du Canada ramène la compétence à 70 000$, mais impose un moratoire à sa décision de 12 mois, à moins que le législateur y donne effet avant l’échéance ultime fixée à 12 mois. Tous les dossiers déjà ouverts en Cour du Québec demeureront en Cour du Québec. Les dossiers à être ouverts dans les 12 prochains mois (sous réserve d’un amendement législatif antérieur), d’une valeur inférieure à 85 000$, le seront en Cour du Québec et y demeureront. Sans égard aux intérêts.
* Matière de résiliation de bail commercial de moins de 85 000$ sans égard aux intérêts
* Devient compétente si en raison d’une demande reconventionnelle ou d’une modification de la demande l’objet du litige ou la somme réclamée est inférieure au seuil (al.2)
* Adoption

La régie du logement empêche qu’un recours soit mû devant le Cour du Québec.

Les tribunaux fédéraux

1. La Cour suprême

En matière civile on ne peut accéder à la Cour suprême que sur demande d’autorisation et seulement si le problème intéressera la nation canadienne.

1. La Cour fédérale

Possède parfois une fonction concurrente, parfois exclusive à celle de la Cour supérieure.

**Quiz**

Devant quel tribunal sera présentée une demande pour faire subir une évaluation psychiatrique à une personne qui la refuse ?

1. La Cour du Québec
2. La Cour du Québec, Chambre de la jeunesse
3. La Cour supérieure

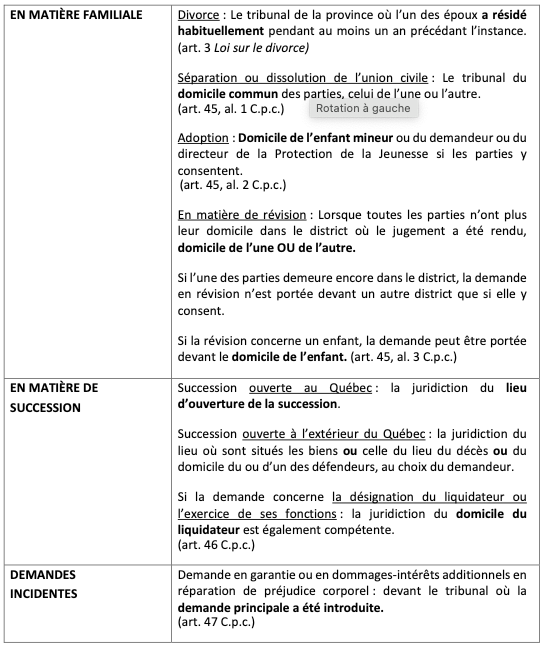
a) , seule la Cour du Québec a compétence pour une demande ayant pour objet, en l’absence de consentement de la personne concernée, la garde en vue ou à la suite d’une évaluation psychiatrique (art. 38 C.p.c.).

## La compétence territoriale des tribunaux(Arts. 41-48 C.p.c.)



Les arts. 41 et 42 C.p.c. sont alternatives et donnent plusieurs choix au demandeur.





# Section 4 : Les pouvoirs des tribunaux (Arts. 49-65 C.p.c.)

## Les pouvoirs généraux

Les juges se voient accorder de nombreux pouvoirs afin d’assurer un déroulement efficace des litiges. En plus des pouvoirs généraux découlant de leur juridiction, ils disposent également du pouvoir de sanctionner les abus de procédures.

Quant aux greffiers et greffiers spéciaux, ils font partie du personnel judiciaire et détiennent certains pouvoirs d’adjudication dans le cadre de leurs fonctions.

Les juges pourront ainsi même si un pouvoir m’est pas nommément investi dans le C.p.c., il pourra l’exécuter s’il s’agit d’exercer valablement sa compétence (Art. 49, al.1 C.p.c.). L’art. 49, al.2 C.p.c. donne le pouvoir au juge dans le cadre de ses fonctions la possibilité de prononcer, même d’office, des injonctions, des ordonnances de protection ou des ordonnances de sauvegarde des droits des parties, pour le temps et aux conditions qu’ils déterminent. De plus, ils peuvent rendre les ordonnances appropriées pour pourvoir aux cas où la loi n’a pas prévu de solution.

## Le pouvoir de sanctionner les abus de la procédure



## Le pouvoir de punir l’outrage au tribunal



## La répartition des pouvoirs des tribunaux – Le greffier et le greffier adjoint (Arts. 66-74 C.p.c.)

* Fonctionnaire qui a la responsabilite d’un greffe (Art. 67, al.1 C.p.c.)
* Il a la compétence du juge lorsque la loi lui attribue expressément (Art. 70 C.p.c.)
* Dans les cas où le juge est absent ou empêché d’agir et qu’un retard risque d’entraîner la perte d’un droit ou de causer un préjudice sérieux, il peut exercer la compétence du juge (Art. 71, al.1 C.p.c.)
* Les décisions du greffier autres qu’administratives peuvent être révisées par un juge ou par le tribunal (Art. 74, al.1 C.p.c.)

Exemple de cas dans le C.p.c. se référant uniquement au greffier :

* Ouvre le dossier de la demande introductive d’instance(Art. 107 C.p.c.)
* Détruit les pièces un an après la date du jugement ou de l’acte mettant fin à l’instance (Art. 108, al.2 C.p.c.)
* Exerce les pouvoirs conférés par le tribunal relativement à la notification (Art. 112, al.3 C.p.c.)
* Vérifie et homologue les frais de justice (art. 344 C.p.c.)
* Autoriser une saisie hors des heures et des jours prescript (Art. 704 C.p.c.)

Ca où l’on autorise le juge ou le greffier à agir :

* Délivrance d’une citation à comparaitre pour assigner un témoin (Art. 269, al. 1C.p.c.)
* Abréger le délai de signification d’une citation (Art. 269, al.2 C.p.c.)
* Autorisera la convocation d’une personne gardée en établissement (Art. 269, al.3 C.p.c.)

## La répartition des pouvoirs des tribunaux – Le greffier spécial

* (Art. 67, al.2 C.p.c.) : article général

Fonctions relatives à l’audition des demandes en cours d’instance ou d’exécution (Arts. 72 et 73 C.p.c.) :

Le greffier spécial statue notamment sur les demandes suivantes, contestées ou non :

(Al.1)

* Renvoi de la demande introductive d’instance devant le tribunal territorialement compétent dans les cas visés par l’art. 43
* La sûreté pour frais
* La convocation d’un témoin, sauf dans les cas visés à l’art. 497
* La communication, la production ou le rejet de pièces, la consultation ou la copie d’un document auquel l’accès est restreint
* Un examen sur l’état physique, mental ou psychosocial d’une personne
* La jonction de demandes
* Des précisions ou des modifications à un acte de procédure
* La substitution d’avocat
* Toute demande pour être relevé du défaut
* Toute demande pour cesser d’occuper.
* Statuer de tout acte de procédure en cours d’instance ou d’exécution, mais, si celui-ci est contesté, il ne peut agir qu’avec l’accord des parties.

(Al.2)

* Homologuer toute entente entre les parties portant règlement complet de ces questions en matière de garde d’enfants ou d’obligations alimentaires

(Art. 73, al.1 C.p.c.) :

* Dans une procédure non contentieuse, la compétence du tribunal peut être exercée par le greffier spécial. Cependant, faire attention à l’al.2 et aux nombreuses exclusions !!

(Art. 181 C.p.c.) :

* peut rendre jugement à la place du juge pour les causes par défaut

(Art. 182 C.p.c.):

* Dans le cas d’un jugement par défaut où il doit avoir la tenue d’une enquête

(Art. 552 C.p.c.)

* Rend jugement par défaut devant le tribunal des petites créances.

C’est notamment lui qui procède à l’appel du rôle.

## La répartition des pouvoirs des tribunaux – Le juge

1. Juge siégeant en audience : siège en division ou en chambre de pratique entendra la majorité des demandes en cours d’instance
2. Juge chargé de l’instruction
3. Juge en son cabinet (Art. 69, al.2 C.p.c.) : Ils peuvent, en leur cabinet ou dans un endroit qui en tient lieu, rencontrer les parties pour prendre des mesures sur la gestion de l’instance; ils peuvent aussi y instruire et décider des demandes qui nécessitent une intervention immédiate ou qui ne requièrent pas d’enquête, telles les demandes incidentes, les demandes par défaut, les demandes non contentieuses, ou encore celles en matière d’injonction provisoire, de saisie avant jugement ou d’exécution. En tous ces cas, ainsi que dans ceux où la loi leur permet d’exercer leurs pouvoirs en tels lieux, il est établi un procès-verbal de ces rencontres.

(Art. 161 C.p.c.) : possible d’aller voir le juge en son cabinet à l’occasion de la tenue d’une conférence de règlement à l’amiable

(Art. 179 C.p.c.) : possible d’aller voir le juge en son cabinet tenue conférence préparatoire à l’instruction

(Art. 228, al.1 C.p.c.) : objection anticipé à la tenue d’un interrogatoire préalable.

(Art. 74 C.p.c.) : Les décisions du greffier autres qu’administratives et celles du greffier spécial, à l’exception des jugements rendus par défaut faute pour le défendeur de répondre à l’assignation, de participer à la conférence de gestion ou de contester au fond, peuvent, sur demande, être révisées par un juge en son cabinet ou par le tribunal.

**Vrai/Faux**

Si vous avez une saisie avant jugement d’un immeuble situé à Bedford à faire autoriser par un juge de la Cour du Québec un vendredi après-midi à 16 h et qu’il n’y a aucun juge ni aucun greffier spécial présent dans le district de Bedford, vous pourrez alors vous adresser au greffier de ce district pour faire autoriser votre saisie.

Vrai, dans les cas où le juge est absent et qu’un retard risque d’entrainer la perte d’un droit ou de causer un préjudice sérieux, le greffier peut exercer la compétence du juge (art. 71, al. 2 C.p.c).

# Section 5 : La procédure applicable à toutes les demandes en justice

Le Code de procédure civile impose des conditions de recevabilité à la demande en justice. Il prévoit quand les audiences des tribunaux se tiendront, les délais dans lesquels devront être notifiées ou signifiées les demandes introductives d’instance, ainsi que les délais de production des procédures afin de s’assurer qu'elles se retrouvent sur un rôle d’audience.

## Les audiences des tribunaux et les délais(Arts. 82-84 C.p.c.)

(Art. 82, al.1 C.p.c.) :les tribunaux ne siègent pas les samedis et les jours fériés au sens de l’art. 61 (23) *de la loi d’interprétation*).

(Art. 61 (23) *de la loi d’interprétation*) :

* Les dimanches
* Le 1er janvier
* Le vendredi saint
* Le lundi de Pâques
* Le 24 juin, jour de la fête nationale
* 1er juillet, anniversaire de la Confédération, ou le 2 juillet si le 1er tombe un dimanche
* Le premier lundi de septembre, fête du Travail
* Le deuxième lundi d’octobre
* Le 25 décembre
* Le jour fixé par proclamation du gouverneur général pour marquer l’anniversaire du Souverain
* Tout autre jour fixé par proclamation du gouvernement comme jour de fête publique ou d’action de grâces

L’Art. 82, al.1 C.p.c ajoute que les tribunaux ne siègent pas notamment en matière de procédure civile

* Les 26 décembre et 2 janvier qui sont, en matière de procédure civile, considérés jours fériés. En cas d’urgence, une demande peut être entendue, même le samedi ou un jour férié, par le juge désigné par le juge en chef pour assurer la garde.

La computation des délais est prévue à l’Art. 83 C.p.c. :

* Exemple : DID signifié le 7 mars. 15 jours pour répondre = 22 mars à minuit
* Exemple : Demande en cours d’instance vendredi le 31 mars, donc doit lui notifier au plus tard le lundi le 27 mars (Art. 101 C.p.c.)
* Exemple : DID signifié le 30 mars. Le 31 mars est le premier jour compté. Le 15 avril tombe le vendredi Saint de Pâques alors, ce sera le mardi 18 avril la prochaine journée ouvrable. Le 19 avril il sera en défaut de répondre à l’assignation.

(Art. 84, al.2 C.p.c.) : délai de rigueur ne pourra pas être prolongé sauf si la preuve est faite de l’impossibilité d’agir. S’il ne s’agit pas d’un délai de rigueur, la prolongation pourra être demandée si le juge l’estime nécessaire ou en cas d’urgence. La personne sera relevée de son défaut si la prolongation est accordée.

**Vrai/Faux : Les jours d’audience**

Le 26 décembre est un jour ouvrable en matière de procédure civile.

Faux, il s’agit d’un jour férié (art. 82, al. 1 C.p.c.)

## L’intérêt pour agir en justice, la représentation devant les tribunaux et certaines conditions pour agir (Arts. 85-92 C.p.c.)

1. L’intérêt pour agir en justice

(Art. 85, al.1 C.p.c.) pour intenter une demande en justice, la personne doit avoir un intérêt suffisant.

* \*La jurisprudence qualifie l’intérêt suffisant, celui dont la personne aurait un intérêt juridique direct, personnel, né et actuel. Juridique : L’intérêt repose sur une disposition de la loi, pas seulement d’un intérêt économique ou politique. Direct et personnel : La personne qui requiert une demande judiciaire doit elle-même être concernée par la procédure qu’elle entreprend, elle ne peut pas le faire au nom d’une autre personne. Né et actuel : un demandeur ne peut l’être si son intérêt est hypothétique ou éventuel.\*

(Art. 85, al. 2 C.p.c.) : intérêt en droit public s’apprécie en tenant compte de l’intérêt véritable du demandeur, de l’existence d’une question sérieuse qui peut valablement être résolu par le tribunal et de l’absence d’un autre moyen pour résoudre la question.

1. La représentation devant les tribunaux et certaines conditions pour agir

La personne agit habituellement en sa qualité personnelle, mais c’est possible d’agir pour une autre personne en tant que curateur, de tuteur ou de mandataire pour quelqu’un d’autre puisque cette personne n’a pas la capacité d’agir (Art. 89 C.p.c.).

(Art. 91 C.p.c.) : plusieurs personnes ayant un intérêt commun dans un litige peuvent mandater une personne pour agir en justice pour leur compte.

* Exemple : 2 copropriétaire d’un bien, qui lui a été endommagé par la faute d’un tiers. Un seul des 2 copropriétaires pourra agir en justice au nom de l’autre puisqu’ils ont un intérêt commun au litige.

(Art. 92 C.p.c.) : s’il y a une irrégularité qui résulte du défaut de représentation

* Exemple : une personne n’ayant pas la capacité agit tout de même en justice sans le faire par l’entremise par la personne qui a la qualité pour agir, ce sera possible de remédier à ce défaut en tout temps, même en appel.

La capacité de manière générale est prévue à l’art. 489 C.p.c. : la personne physique

Toute personne que la loi applicable à sa capacité autorise à ester en justice peut exercer cette faculté devant les tribunaux du Québec. Si, selon cette loi, elle doit être représentée, assistée ou autorisée, elle doit, devant les tribunaux du Québec, l’être de la manière fixée par cette loi ou par le droit québécois.

Celle qui, en vertu de la loi d’un État étranger, a le pouvoir d’ester en justice en une certaine qualité peut exercer cette faculté devant les tribunaux du Québec.

Le groupement de personnes autorisé par sa loi constitutive à ester en justice peut également exercer cette faculté devant les tribunaux du Québec.

(Art. 303 C.c.Q.) : la personne morale a la capacité aussi d’ester en justice, mais elle doit le faire conformément l’art. 87, al.3 C.p.c., soit être représentée par avocat pour le faire devant les tribunaux.

* (Art. 1039 C.c.Q.) : le syndicat des copropriétaires doit être une personne morale au sens de cet article
* (Art. 2225 C.c.Q.) : la société en nom collectif peut ester en justice selon le nom qu’elle déclare
* (Art. 2271 C.c.Q.) : Une association peut agir par l’intermédiaire de ses administrateurs

Le droit d’action existe-il encore ?

(Art.2892, al.1 C.c.Q.) : le dépôt d’une demande en justice forme une interruption civile pourvu que cette demande soit signifiée au plus tard dans les 60 jours qui suivent l’Expiration du délai de prescription.

(Art. 2892, al.2 C.c.Q.) : ils sont considérés comme des demandes en justice : la demande reconventionnelle, la saisie et l’opposition, l’intervention, l’avis d’intention transmis à une partie avec l’intention de soumettre le litige à l’arbitrage.

(Art. 2894 C.c.Q.) : l’interruption n’aura pas lieu ou ses effets seront annulés rétroactivement si la demande fait l’objet d’un rejet par jugement final ou s’il y a désistement de la demande conformément à l’art. 213 C.p.c., c’est-à-dire si le demandeur abandonne l’exercice de son droit.

L’interruption n’aura pas lieu non plus, s’il y a péremption d’instance selon l’art. 107,al.3 C.p.c.

(Art. 2895 C.c.Q.) : réserve un sauve conduit lorsque la demande est rejetée. Ainsi, si un recours est rejeté sans qu’il n’est eu un jugement quant au fond : par un moyen préliminaire ou un incident par exemples. Le droit d’action est donc prescrit ou le sera dans moins de 3 mois alors, le demandeur bénéficierait d’un délai de 3 mois pour intenter un nouveau recours. Si le délai est de plus de trois mois et que la demande fut rejetée pour un autre motif que celui au fond du litige, il bénéficiera du délai restant afin d’intenter un nouveau recours.

(Art. 2848 C.c.Q.) : le droit sera éteint également lorsqu’un jugement a déjà été rendue entre les mêmes parties, pour les mêmes raison et pour le même bénéfice, c’est l’autorité de la chose jugée.

Il en va de même de la litispendance, un recours est déjà intenté entre les mêmes parties, pour les mêmes raison et pour le même bénéfice et qu’un second recours pareil est intenté. Ce second recours sera irrecevable.

# Section 6 : Les actes de procédure

Les actes de procédure, de même que les procédures présentées oralement, ont pour but d’informer la partie adverse et le tribunal des prétentions de son auteur et de circonscrire le débat. Les parties doivent en indiquer la nature, en exposer l’objet et énoncer les faits qui la justifient. Le Code de procédure prévoit des informations incontournables à insérer à tout acte de procédure.

## La désignation des parties à la procédure (Arts. 93-98 C.p.c.)

(Art. 93, al.1 C.p.c.) : Les parties à la procédure sont désignées par leur nom et, lorsqu’elles n’agissent pas à titre personnel, par leur qualité ou s’il s’agit du titulaire d’une charge publique, par son titre officiel si celui-ci suffit à l’identifier.

* Exemple d’un demandeur agissant autrement qu’à titre personnel : André Lamarche, en sa qualité de tuteur de son fils mineur Guillaume, domicilié au… (Art. 93, al. 1 C.p.c.)
* Exemple d’une personne morale : Aménagement Maurice inc., personne morale ayant son siège au … ou son principal établissement au … (Art. 93, al.2 C.p.c.)
* Exemple d’une personne morale désigné seulement avec une dénomination sociale : Jean Bédard, faisant affaire sous la dénomination sociale de « Le Gai Luron », au … (Art. 93, al.2 C.p.c.)
* Exemple d’une société en nom collectif : Le Poisson Gaulois, société en nom collectif ayant son principal établissement au … (Arts. 2221 et 2225 C.c.Q. et art. 93,al.2 C.p.c.)
* Exemple d’une demande portant sur les droits et obligations des héritiers, des légataires particuliers et des successibles est dirigée contre le liquidateur de la succession : Jeau Lefort, en sa qualité de liquidateur de la succession de feu monsieur X, domicilié au … (Art. 97 C.p.c.).

## Les actes de procédure (Arts. 99-108 C.p.c.)

(Art. 100 C.p.c.):

La demande introductive d’instance, tant dans une affaire contentieuse que non contentieuse, est faite au tribunal au moyen d’un écrit du demandeur ou, selon le cas, de son avocat ou de son notaire. Elle indique, en plus du nom des parties, leur domicile ou, selon le cas, leur résidence et, s’il y a lieu, la qualité des personnes qui sont parties à l’instance autrement qu’en leur nom propre.

(Art. 99 C.p.c.): donne des informations sur ce que doit contenir les actes de procedures.



* (Art. 99, al.2 C.p.c.): l’en tête
* (Art. 99, al.3 C.p.c. ) : signature

(Art. 101, al.1 C.p.c.) : demande en cours d’instance et distinction entre la présentation écrite et orale.

(Art. 101, al.2 C.p.c.) : la demande peut aussi faire l’objet d’une note, d’un avis ou d’une lettre s’il s’agit de décider de procéder à une gestion ou si le juge en demande ou s’il en convient avec les parties.

* Mieux de faire une demande en cours d’instance à la place d’un acte de procédure en demande en cours d’instance accompagné d’une déclaration sous serment si le preuve n’est pas déjà au dossier et d’un avis d’assignation.

La demande en cours d’instance sera contestée oralement (Art. 101, al.4 C.p.c.).

Certaines actes de procédures ont doit se remettre au modèle du ministre de la justice (Art. 104 C.p.c.).

## Le dépôt des actes de procédures et la production de documents (Arts. 107-108 C.p.c.)

Avant de procéder à la signification de la demande introductive d’instance aux parties, la demande doit être déposée au greffe (Art. 107, al.1 C.p.c.). Le greffier inscrit alors l’acte sur les registres du tribunal, ouvre le dossier et lui attribue un numéro d’identification qu’il reporte sur le document que la partie utilise à des fins de notification. Ces opérations du greffier est possible sur paiement des frais (Art. 107, al.5 C.p.c.).

Aucune demande introductive d’instance ne sera inscrite pour instruction du jugement à moins que le demandeur n’est d’abord produit la preuve de la notification, soit une fois la preuve de la procédure timbrée, l’exemplaire destiné au défendeur sera transmis au huissier pour qu’il procède à la signification et le rapport de signification devra être produit au dossier de la cours sans quoi aucun jugement en pourra être rendu (Art.107, al.3 C.p.c.).

À défaut de signifié la DID dans les 3 mois suivant l’ouverture du dossier à la cour, l’instance sera périmée (Art. 107, al.3 C.p.c.).

Pour les autres actes de procédures, ils sont déposés avec la preuve de leur notification et les autres documents pouvant alors être requis (Art. 107, al.2 C.p.c.). Si ces autres actes sont des demandes en cours d’instance accompagnés d’un avis de présentation, ils devront alors être déposés au greffe au moins 2 jours avant leur présentation à moins d’urgence (Art. 107, al.2 C.p.c.).

(Art. 108, al.1 C.p.c.) : Document confidentiel doit être déposé sous enveloppe cachetée.

(Art. 108, al.2 C.p.c.) : Pieces déposées au dossier demeure au dossier jusqu’à la fin de l’instance et ensuite les parties peuvent en reprendre possession. À défaut, le greffier, un an après la date du jugement passé en force de chose jugée ou de l’acte qui met fin à l’instance, peut les détruire.

(Art. 108, al.3 C.p.c.) : si la cause est susceptible de révision ou de réévaluation comme c’est le cas d’affaires en matière d’état, de capacité, de pension alimentaire ou de garde d’enfant, les pièces resteront au dossier et ne seront pas détruites au bout d’une année.

# Section 7 : Les règles générales de la notification des actes de procédure et des documents (Arts. 116-120 C.p.c.)

La notification permet de porter à la connaissance des intéressés la demande introductive d’instance, les documents ou un acte de procédure.

\*Les règles générales s’appliquent au 3 autres sections de la notification.\*

Objet de la notification (art. 109, al.1 C.p.c.) : de porter un document à la connaissance des intéressés, qu’il s’agisse d’une demande introductive d’instance, d’un autre acte de procédure ou de tout autre document.

Les modes de notification sont prévus à l’art.110 C.p.c. :

* Tout mode approprié qui permet à celui qui notifie de constituer une preuve de la remise, de l’envoi, de la transmission ou de la publication du document.
* L’huissier de justice
* Par l’entremise de la poste
* Par la remise du document
* Par un moyen technologique
* Par avis public.

Lorsqu’elle est faite par huissier lorsque la loi le requiert et elle est appelée signification (Art. 110, al.2 C.p.c.).

Quel que soit le mode de notification utilisé, la personne qui accuse réception du document ou reconnaît l’avoir reçu est réputée avoir été valablement notifiée (Art. 110, al.3 C.p.c.).

(Art. 111, al.1 C.p.c.) : La notification d’un acte de procédure par l’huissier ou par la remise d’un document ne peut être faite que les jours non fériés entre 7 h 00 et 21 h 00. Celle faite aux avocats, notaires et huissiers ou entre eux ne peut être faite le samedi ou un jour férié ni avant 8 h 00 ni après 17 h 00, à moins que ceux-ci n’y consentent.

(Art. 111, al.2 C.p.c.) La notification faite par un moyen technologique après 17 h 00, le samedi ou un jour férié est réputée faite à 8 h 00 le jour ouvrable qui suit.

Il est possible parfois qu’un mode de notification ne soit pas réalisation alors, l’art. 112, al.1 C.p.c. prévoit, sur demande au tribunal, la notification par un autre mode ou à d’autres heures.

L’Art. 115 C.p.c. précise que la notification ne peut pas être fait dans les alles d’audition, dans un lieu culte, ni dans un lieu où un membre de l’Assemblée nationale siège.

## La signification ou la notification par huissier (Arts. 116-120 C.p.c.)

Cette section possède elle aussi des dispositions générales et des dispositions particulières.

(Art. 116, al.1 C.p.c.) :

1. est réalisée par la remise du document à son destinataire en mains propres
2. ou si cela ne se peut, en laissant le document au domicile ou à la résidence du destinataire entre les mains d’une personne qui paraît apte à le recevoir.
3. Si le document ne peut être ainsi remis, il doit être laissé dans un endroit approprié, sous pli cacheté ou sous une autre forme propre à en assurer la confidentialité.

En cas de refus par le destinataire de recevoir le document, l’Art. 116, al.3 C.p.c. prévoit que l’huissier constate ce refus sur le document, lequel est réputé avoir été signifié ou notifié en mains propres au moment du refus. L’huissier doit alors laisser la copie du document par tout moyen approprié.



(Art. 117, al.2 C.p.c.) :

Lorsque la signification est requise par la loi, les seuls honoraires et frais qui peuvent être exigés par l’huissier à titre de frais de justice sont ceux qui peuvent être réclamés en vertu du règlement pris en application de la Loi sur les huissiers de justice

* Si la signification n’est pas requise par la loi, les frais particuliers ne pourront pas être réclamés par l’huissier à titre de frais de justice.

En cas d’absence de huissier dans un rayon de 75 km, la signification pourra quand même être faite (Art. 117, al.1 C.p.c.) : par une personne majeure, désignée par l’huissier pour agir en son nom et sous son autorité, qui réside à l’intérieur de ce rayon, soit par tout autre mode de notification permettant le mieux de joindre le destinataire. Dans ce dernier cas, la notification se fait par la remise du document à son destinataire, contre récépissé.

* Le récépissé tient lieu de procès-verbal comme si la signification aurait été fait pas huissier.

## La notification en mains propres (Arts. 121-123 C.p.c.)

* Demande introductive d’instance (Arts. 121 et 60, al.2 C.p.c.)
* La signification doit être faite au destinataire, en mains propres :

🡪S’il est âgé de 14 ans et plus et que la demande concerne son intégrité, son état ou sa capacité

🡪S’il est incarcéré ou autrement gardé contre son gré (Art. 401 et 121 C.p.c.)

🡪Si la véritable identité du destinataire est inconnue ou incertaine (Art. 121 C.p.c.)

🡪S’il s’agit d’une ordonnance portant citation à comparaitre pour outrage au tribunal (Art. 60, al.2 C.p.c.)

🡪Lorsque les parties résident ensemble, les notifications de l’une à l’autre sauf si elles ont convenu d’un autre mode (art. 122 C.p.c.)

* Le tribunal pourra aussi autoriser la notification en main propre :

🡪Lorsque la notification d’un document autre que la demande introductive d’instance risque d’aggraver l’état physique ou mental du destinataire, le tribunal peut autoriser la remise sous une forme qui en assure la confidentialité à une personne autre (art. 123 C.p.c.)

## La notification par un intermédiaire (Arts. 124-128 C.p.c.)

La notification ne pouvant pas être faite en main propre est faite (Art. 124, al.1 C.p.c.) :

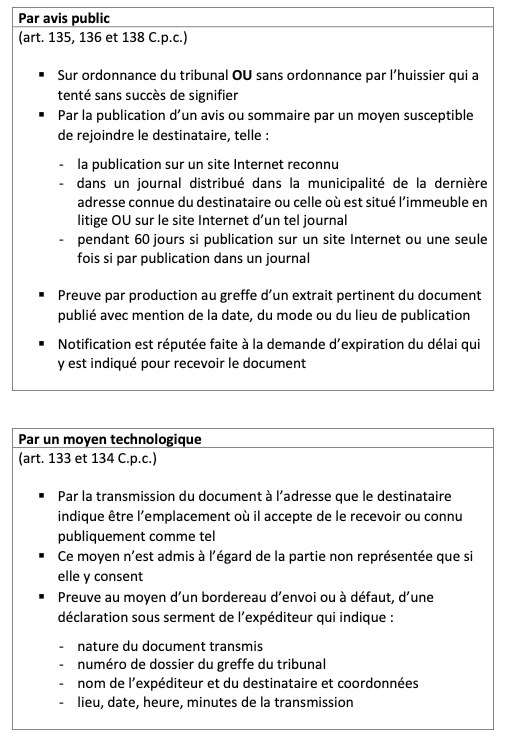
1. À son domicile ou à sa résidence
2. Sinon à l’établissement d’entreprise ou à son lieu de travail et ce, à la personne qui en a la garde du lieu.
3. Si le lieu de travail est un moyen de transport, la notification peut être réalisée par un moyen technologique (Art. 124, al.2 C.p.c.)

Quant à la personne morale (art. 125, al. 1 C.p.c.) : remise à son siège social et si son siège n’est pas au Québec, à l’un de ses établissements et à une personne qui semble en mesure de remettre le document à … + Peut être faite à un dirigeant, un administrateur ou à l’un de ses agents en mains propres où qu’il soit.

Aussi, pour la société en nom collectif, en commandite, une association ou un autre groupement n’ayant pas de personnalité juridique, la remise sera faite à l’établissement d’entreprise ou au bureau d’une société ou d’un autre groupement et à une personne semblant en mesure de remettre le document au destinataire + Peut être faite à un dirigeant, un associé ou à l’un de ses membres en mains propres où qu’il soit (Art. 125, al.2 C.p.c.).

## Les autres modes de notification





## La notification de certains actes de procédure (Arts.139 et 140 C.p.c.)

Doivent être signifies par huissier :

* La demande introductive d’instance certifiée conforme avec la copie déposée au greffe (Art. 140, al.1 C.p.c.)
* La citation à comparaître adressée au témoin (Arts. 139, al.2 (1) et 269 et ss C.p.c.)
* La demande reconventionnelle (Arts. 139, al.2 (2) et 172 C.p.c.)
* L’acte d’intervention (Arts. 139, al.2 (2), 186 et 188 C.p.c.)
* La mise en demeure de procéder au bornage (Art. 139, al.2 (3) C.p.c.)
* Le jugement prononçant une ordonnance d’injonction (Arts. 139, al.2 (4) et 509 C.p.c.)
* Le jugement comportant un ordre de faire ou de ne pas faire (Art. 139, al.2 (4) C.p.c.)
* La déclaration d’appel, la demande pour obtenir la permission d’appeler (Arts. 139, al.2 (5) et 358 C.p.c.) et le pourvoi en rétractation de jugement (Arts. 139, al.2 (5) et 347 et 349 C.p.c.)
* En matière d’exécution, l’avis d’exécution (Arts. 139, al.2 (6), 681 et 711 C.p.c.), l’opposition à la saisie ou à la vente et leur demande d’annulation (Art. 139, al.2 (6) et 736 C.p.c.)
* L’avis au procureur général
* La citation à comparaitre à la personne qui doit être interrogée au préalable (Art. 226 C.p.c.)

Cependant le demande qui met en cause (Art. 139, al.3 C.p.c.) : peuvent être notifiés par un autre mode

* Le curateur public
* Le directeur de l’état civil
* L’officier de la publicité foncière
* L’officier de la publicité des droits réels et personnels mobiliers, le registraire des entreprises
* L’Agence du revenu du Québec
* Les demandes et les actes des petites créances

(Art. 140, al.1 C.p.c.) : doit être signifié au demandeur (al.2) les autres actes de procédures sont signifiés également et sur demande, ils peuvent être certifiés conforme à celui déposé au greffe. Si l’acte n’est pas conforme, l’expéditeur peut notifier un nouvel acte avec ou sans la permission du tribunal selon que la personne y a déjà répondu ou non (al.3).